

Unité interdépartementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80 145
CS80145
49 183 SAINT-BARTHÉLÉMY D'ANJOU Cedex
uidam.dreal-paysdelaloire@developpement-durable.gouv.fr

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 20 novembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

HUTTEPAIN ALIMENTS (ex EVIALIS FRANCE)

ZI du champ d'Esse
72140 Sillé-Le-Guillaume

Références : 2025-686_INSP_Huttepain – Sillé-le-Guillaume_RAP
Code AIOT : 0006306159

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/10/2025 dans l'établissement HUTTEPAIN ALIMENTS (ex EVIALIS FRANCE) implanté ZI du champ d'Esse 72140 Sillé-le-Guillaume. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente inspection intervient dans le cadre du contrôle pluriannuel des installations classées. Elle fait suite aux inspections réalisées en 2018 et 2022

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HUTTEPAIN ALIMENTS (ex EVIALIS FRANCE)
- ZI du champ d'Esse 72140 Sillé-le-Guillaume
- Code AIOT : 0006306159
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société HUTTEPAIN ALIMENTS est autorisée depuis 2012 à exploiter une usine spécialisée dans la fabrication d'aliments pour volailles sur la commune de Sillé-le-Guillaume. La fabrication se fait à partir de produits végétaux (céréales et produits oléa-protéagineux) qui arrivent en vrac et sont stockés dans des cellules. Ces matières premières sont dosées puis broyées pour être mélangées aux minéraux et liquides (huile de palme, mélasse...).

L'étape finale est la granulation (malaxeur, presse, refroidisseur). Les produits finis (granulés) sont stockés en vrac.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	État des stocks	Arrêté Préfectoral du 21/11/2012, article 7.1.1	Demande d'action corrective	30 jours
3	Consignes de sécurité	Arrêté Préfectoral du 21/11/2012, article 2.3.3.2	Demande d'action corrective	30 jours
4	Zonages internes	Arrêté Préfectoral du 21/11/2012, article 7.1.2	Demande d'action corrective	30 jours
6	Risque incendie	AP Complémentaire du 12/08/2019, article 8.4	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
7	Confinement des eaux d'extinction d'incendie	AP Complémentaire du 12/08/2019, article 8.6	Demande d'action corrective	30 jours
8	Confinement des eaux d'extinction d'incendie: bassin	AP Complémentaire du 12/08/2019, article 8.6	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
9	Formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 21/11/2012, article 2.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 21/11/2012, article 2.3.3.1	Sans objet
5	Zones à risque	Arrêté Préfectoral du 21/11/2012, article 7.2.7-g	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant dispose d'un logiciel permettant de suivre l'état des stocks de matières premières et produits dans son établissement. Certaines informations doivent cependant être notées plus explicitement.

Les consignes d'exploitation sont en place et affichées. Les consignes de sécurités sont disponibles

et affichées, mais méritent d'être complétées. L'exploitant dispose d'un plan des zones à risques, qui est affiché dans les installations. Ce plan doit être mis à jour par rapport aux stockages en place. Les consignes de nettoyage sont disponibles et les registres sont affichés.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont contrôlés et les installations disposent d'au moins 600 m³ d'eau d'extinction d'incendie sur 2 heures. Les débits des 2 poteaux d'incendie situés à proximité du site doivent cependant être vérifiés en utilisation simultanée. Concernant le confinement des eaux en cas d'incendie, les essais de bon fonctionnement de la vanne d'isolement du bassin des eaux pluviales doivent faire l'objet d'une traçabilité. Le bassin lui-même présente des risques de perméabilité, notamment en raison de la pousse d'un arbuste. L'imperméabilité du bassin doit être contrôlée.

Enfin, le personnel bénéficie d'une formation aux risques ATEX mais le plan de formation doit être mis à jour.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2012, article 71.1
Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks
Prescription contrôlée : L'état des stocks des substances ou préparations dangereuses susceptibles d'être présentes dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) est constamment tenu à jour, en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur.
Constats : L'exploitant emploie un logiciel pour tenir l'état des stocks de son établissement, sous forme de tableau. Lors de l'inspection, un contrôle de cet état des stocks a été réalisé par sondage, en sélectionnant un produit particulier: METHONINE DL9. La nature et la quantité du produit sont clairement indiqués dans le tableau. Par ailleurs, l'état physique est également mentionné, mais de façon plus indirecte. Il est en effet indiqué que le produit est stocké en big-bags, impliquant un état solide. Enfin, l'emplacement est référencé par un code qui ne permet de localiser le produit qu'à la condition de disposer de la connaissance des installations ou d'un document explicitant le code. Le tableau présenté ne permet pas de visualiser les éventuelles phrases de risques pouvant être associées aux produits stockés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Sous 30 jours, l'exploitant met en place un suivi de l'état des stocks qui indique explicitement l'ensemble des données attendues, y compris la nature physique, l'emplacement des produits et les éventuels phrases de risques.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 2 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2012, article 2.3.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Établissement et affichage des consignes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations qui comportent explicitement les instructions de conduite et les vérifications à effectuer, en conditions normales de fonctionnement, en phases de démarrage, d'arrêt ou d'entretien ainsi que de modifications ou d'essais. Il définit la périodicité des vérifications lorsque ces dernières ne sont pas fixées par la réglementation.</p> <p>Dans le cas de conduite d'installations ou de manipulations dangereuses dont le dysfonctionnement pourrait développer des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement, les consignes d'exploitation sont complétées de procédures et/ou d'instructions écrites.</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite aux constats de l'inspection du 20/11/2018, l'exploitant a établi les consignes d'exploitation en conditions normales d'exploitation : démarrage, arrêt, entretien ou essai.</p> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté que ces consignes sont bien affichées dans le bureau de production, au sein de l'usine.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2012, article 2.3.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides...); - les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et en particulier les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel ; - les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ... ; - la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.

Constats :

L'exploitant dispose de consignes de sécurité, notamment sous forme de fiches réflexes. Ces fiches réflexes sont affichées dans le bureau de production de l'usine et incluent les fiches suivantes :

- Alerte / Sapeurs pompiers ;
- Intervention / Feu ;
- Évacuation / Alarme ;
- Accident corporel.

Suites aux constats de l'inspection du 09/12/2022, la consigne d'intervention en cas d'incendie mentionne à présent la fermeture des « vannes réserve incendie » et renvoi à une « procédure d'isolement du réseau ». Cette procédure n'est cependant pas affichée.

L'exploitant dispose toujours d'une procédure de coupure de l'alimentation électrique de l'usine, incluant le cas d'une coupure au niveau du local TGBT. L'exploitant indique que les moyens d'alerte et d'extinction automatique d'incendie sont sur batterie et demeurent donc fonctionnels en cas de coupure générale de l'alimentation électriques.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous 30 jours, l'exploitant précise dans la procédure en cas d'incendie le caractère manuel de l'action d'isolement du bassin de confinement, notamment en rappelant la position de la vanne d'isolement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N° 4 : Zonages internes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2012, article 71.2

Thème(s) : Risques accidentels, Zonages internes

Prescription contrôlée :

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir de façon permanente ou semi-permanente.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan tenu à jour.

La nature exacte du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, au besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci.

Constats :

L'exploitant a établi et affiché un plan des zones à risques. Il a transmis une copie de ce plan à l'inspection.

Contrairement à la version numérique, le plan affiché au sein des installations n'est pas complet. Le risque pollution étant bien représenté, mais par un symbole qui n'est pas repris dans la légende du plan.

<p>Un stockage de big-bags mis en place récemment n'est pas encore représenté sur le plan. L'exploitant indique vouloir compléter le plan en ajoutant les quantités maximales susceptibles d'être présentes.</p> <p>Par ailleurs, il n'a pas été constaté de stockage de produits liquides à risques sans rétention.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous 30 jours, l'exploitant met à jour son plan des zones à risques par rapport aux évolutions des conditions de stockage et remplace le plan affiché dans les locaux par la version complétée.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

N° 5 : Zones à risque

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2012, article 7.2.7-g</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Zones susceptibles d'être à l'origine d'une explosion</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>g - Tous les locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.</p> <p>La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage sont indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Le nettoyage est réalisé à l'aide d'appareils qui présentent toutes les garanties de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion.</p> <p>L'utilisation de balais ou d'air comprimé ne se produit qu'à titre exceptionnel et fait l'objet de consignes particulières.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a mis en place des consignes de nettoyage.</p> <p>Des plannings de suivi des opérations de nettoyage sont affichés et remplis dans le bureau de production du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Risque incendie

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/08/2019, article 8.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :

a) Au moins deux prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;

b) Une réserve d'eau de 440 m³, réalimentée ou non, disponible pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie. L'accès extérieur du bâtiment contenant l'installation est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours) ;

- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;

- de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel. Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit minimum de 60 mètres cubes par heure, sous une pression d'un bar, durant une heure. L'exploitant dispose de la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation.

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique. La qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés et à leurs conditions de stockage.

L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

L'ensemble des moyens incendie est en mesure de fournir 600 m³ pendant deux heures. Ils sont régulièrement entretenus et maintenus en bon état de fonctionnement. Ils font l'objet de vérifications périodiques par un technicien qualifié dont les modalités et les résultats des contrôles sont enregistrés.

Constats :

La dernière vérification des moyens internes de lutte contre l'incendie, extincteurs et Robinets d'Incendie Armés (RIA), a été réalisé le 23 septembre 2025 par la société DESAUTEL. Ce rapport ne relève pas d'anomalies.

Seule la pression de sortie des RIA est mesurée. Concernant leur débit, l'exploitant ne dispose que de la documentation disponible sur le matériel installé. Selon cette documentation, le débit serait au minimum de 30 m³/h. Il demande cependant à être évalué concrètement.

Les bouches incendie a proximité du site présentent des débits de 80 m³/h et 95 m³/h en utilisation individuelle. L'exploitant ne dispose pas de résultat de mesure en utilisation simultanée.

L'établissement dispose d'une réserve d'eau d'incendie de 440 m ³ dotée de 3 bouches d'incendie présentant un débit individuel de 80 m ³ /h. Cette réserve peut donc être entièrement utilisée en moins de 2 heures. L'utilisation d'une seule des 2 bouches d'incendie situé à proximité du site permettrait, même en considérant la plus défavorable, d'apporter 160 m ³ supplémentaires sur 2 heures. L'exploitant justifie donc bien, à ce jour, d'être en mesure de fournir 440+160=600 m ³ d'eau d'extinction sur 2 heures.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Sous 60 jours, l'exploitant transmet à l'inspection tout élément permettant de justifier des débits des RIA et des débits en utilisation simultanée des 2 bouches d'incendie proches du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours

N° 7 : Confinement des eaux d'extinctions d'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/08/2019, article 8.6
Thème(s) : Risques accidentels, Vannes d'isolement
Prescription contrôlée : <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées pour prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes aux locaux sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif d'obturation automatique ou manuel, actionnable en toutes circonstances (gel, accessible,...) pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p> <p>Le confinement externe se fait notamment par le bassin de régulation des eaux pluviales servant également de récupération des eaux incendie. Son volume est de 660 m³.</p> <p>Lorsqu'ils sont constitués par des fossés ou bassins, l'exploitant fait le nécessaire pour maintenir un niveau aussi bas que possible d'eaux pluviales dans ces fossés ou bassins afin de conserver le volume de confinement déterminé ci-dessus (curage, vidange) ainsi que pour conserver l'intégrité du dispositif d'étanchéité (géomembrane,...). Ces fossés et bassins sont maintenus propres (enlèvement des déchets issus d'envol, végétation,...).</p> <p>Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. Le rejet au milieu naturel n'est admis que sous réserve de contrôles de la qualité démontrant la faisabilité du rejet compatible avec le milieu et étalé dans le temps.</p>

La stratégie de confinement des eaux d'extinction fait l'objet d'une procédure d'urgence et la vanne de confinement du bassin d'orage est correctement identifiée.
<p>Constats :</p> <p>La présence de la vanne d'isolement du bassin est signalée par un panneau comportant l'inscription: "Vanne d'isolement des eaux pluviales". L'actionnement de cette vanne a été intégré à la fiche réflexe en cas d'incendie.</p> <p>Lors de l'inspection, l'actionnement de cette vanne a été testé avec succès. Une trappe permet de constater que la vanne guillotine est bien abaissée. Cependant, l'exploitant ne peut justifier d'une régularité concernant les essais de bon fonctionnement de cette vanne, faute de traçabilité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous 30 jours, l'exploitant met en place une traçabilité des essais de bon fonctionnement de la vanne d'isolement des eaux pluviales.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 8 : Confinement des eaux d'extinction d'incendie: bassin

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/08/2019, article 8.6
Thème(s) : Risques accidentels, Étanchéité du bassin de confinement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le confinement externe se fait notamment par le bassin de régulation des eaux pluviales servant également de récupération des eaux incendie. Son volume est de 660 m³.</p>
<p>Constats :</p> <p>Au cours de la présente inspection, la présence d'un arbuste a été constatée dans le bassin des eaux pluviales. L'arbuste pousse en bas d'une descente en ciment situé au niveau de la vanne d'isolement et, à proximité de l'arbuste, les joints avec la bâche étanche semble altérés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous 15 jours, l'exploitant transmet tout justificatif concernant le caractère étanche du bassin ou, le cas échéant, un échéancier d'actions correctives visant à établir cette étanchéité.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 9 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2012, article 2.3.2
--

Thème(s) : Risques accidentels, Formation au risque ATEX
Prescription contrôlée : <p>Outre l'aptitude au poste occupé, l'exploitant assure la formation de l'ensemble du personnel de l'entreprise, y compris des intervenants extérieurs, qui comprend, a minima, la connaissance des risques liés aux produits et aux installations ainsi que les consignes.</p> <p>Elle est adaptée et proportionnée aux enjeux de l'établissement. Cette formation initiale est entretenue.</p>
Constats : <p>La formation aux risques ATEX a été externalisée depuis 2024. L'exploitant dispose d'un programme de formation de son personnel. Ce plan n'apparaît cependant pas forcément à jour.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Sous 30 jours, l'exploitant transmet à l'inspection un plan de formation mis à jour.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours